

## CHAPITRE LXXVII.

État des partis dans Paris. — Royalistes. — Révolutionnaires. — Bonapartistes. — Talleyrand : — ses plans et ses vues. — Châteaubriand : — influence de son éloquence en faveur des royalistes. — Mission des royalistes aux souverains alliés : — leur réponse. — Efforts des bonapartistes. — Sentimens des plus basses classes de Paris : — des classes mitoyennes. — Force et confiance croissante des royalistes. — Ils distribuent des proclamations et des cocardes blanches. — Foule qui s'assemble sur les boulevards pour voir entrer les alliés. — Instabilité du caractère français. — Les alliés sont reçus avec des acclamations de joie. — Leur armée prend ses quartiers, et les cosaques bivouaquent dans les Champs-Élysées.

La bataille avait été livrée et gagnée, mais il restait une grande question, une question douteuse; c'était de savoir comment on profiterait de cette victoire pour qu'elle produisît des résultats plus importants que ceux qui sont la suite ordinaire de la simple occupation militaire de la capitale d'un ennemi. Tandis que la plupart des habitans se reposaient, épuisés par les fatigues et les inquiétudes de cette journée, plusieurs conciliabules secrets, animés par des principes différens, se tinrent dans la ville de Paris pendant la nuit qui suivit l'attaque. Les uns, même alors, s'efforçaient encore de réorganiser des moyens de résistance; les autres cherchaient à trouver ce que la politique

moderne a appelé un *mezzo termine*, quelque expédient qui tint le milieu entre le risque de soutenir Napoléon, et celui de rappeler la famille exilée.

Le seul moyen terme qui aurait pu réussir eût été une régence avec l'impératrice; et les Mémoires de Fouché disent que, s'il eût été à Paris, il aurait pu réussir à établir sur cette base un nouvel ordre de choses. On peut contester cette assertion. Un tel plan aurait pu avoir quelque attrait pour l'Autriche; mais, aux yeux des souverains et des hommes d'État des autres nations alliées, cette proposition n'aurait paru qu'un moyen adroit pour obtenir la paix sur-le-champ, et garder le trône comme en fidéi-commis jusqu'à ce qu'il plût à Bonaparte d'y remonter (1).

Nous avons le plus grand doute que, parmi

(1) Ce passage est curieux, soit que nous le regardions comme réellement émané de Fouché, soit qu'il ait été placé dans la bouche de ce révolutionnaire actif, par quelqu'un qui connaissait bien le génie du parti. « Si j'avais été à Paris à cette époque (c'est-à-dire à l'époque du siège), le poids de mon influence, et la connaissance parfaite que j'avais des secrets de tous les partis, m'auroient sans doute mis en état de donner une direction toute différente à ces événemens extraordinaires. Mon ascendant et la promptitude de ma décision l'auraient emporté sur l'influence plus lente et mystérieuse de Talleyrand. Ce personnage élevé n'aurait pu faire un pas sans que nous fussions attelés au même char. Je lui aurais révélé les ramifications de mon plan politique, et en dépit de la politique odieuse de Savary, du gouvernement ridicule de Cambacérès, de la lieutenance de la marionnette Joseph, et de l'esprit de bassesse du sénat, nous aurions soufflé une nouvelle vie dans le squelette de la révolution, et ces patriotes dégradés n'auraient pas songé à agir exclusivement pour leurs propres intérêts. Par notre impulsion réunie, nous aurions prononcé la déposition de Napoléon, avant l'intervention d'aucune influence étrangère, et proclamé la régence, dont j'avais déjà tracé les bases. Cette conclusion était la seule qui pût maintenir la révolution et ses principes. »

les anciens chefs de la révolution, instrumens devenus surannés, dont la plupart avaient perdu tout crédit, aux yeux du public, par leur infidélité à leurs anciens principes et leurs inconséquences politiques, il s'en trouvât aucun qui eût été en état de maintenir un parti populaire en opposition à celui des royalistes, d'une part, et à celui des bonapartistes de l'autre. Napoléon avait jeté dans l'ombre et fait oublier le petit nombre de ceux qui restaient encore fermes dans leurs principes démocratiques; il avait diminué encore davantage l'influence des autres, en prouvant qu'ils étaient accessibles à l'ambition et à la cupidité, et qu'on pouvait, sans beaucoup de peines, changer d'anciens démagogues en courtisans souples et complaisans. Les jours de leur pouvoir et de leur influence étaient passés, et la véhémence exagérée de leurs opinions démocratiques ne produisait plus aucun effet sur les classes inférieures, généralement attachées à l'empire.

D'une autre part, les royalistes avaient depuis long-temps combiné leurs efforts et propagé leurs opinions. \* Elles étaient devenues à la mode, surtout parmi les hautes classes; elles avaient gagné ce que celles des démocrates avaient perdu. Talleyrand leur était agréable comme étant lui-même de noble naissance, et il savait mieux que personne comment faire agir le levier pour ébranler les fondations profondes du pouvoir de Napoléon. M. de Las-Cases nous cite un exemple curieux de son adresse, quoiqu'elle n'ait pas réussi dans le cas dont il s'agit. A peu près à l'époque de la crise dont nous parlons, Talleyrand désira sonder l'opinion de Decrès. Il tira ce ministre

vers la cheminée, et ouvrant un volume de Montesquieu, il lui dit avec le ton ordinaire de la conversation : « J'ai trouvé ici ce matin un passage qui m'a frappé d'une manière extraordinaire. Le voici, tel livre, tel chapitre, telle page : *Quand un prince s'est mis au-dessus de toutes les lois, quand sa tyrannie devient insupportable, il ne reste à ses sujets opprimés que.....* — « C'en est assez, » dit Decrès en plaçant sa main sur la bouche de Talleyrand; « je ne veux pas en entendre davantage : fermez votre livre. » Et Talleyrand ferma le livre comme s'il ne se fût rien passé de remarquable.

Un politique dont le tact était si extraordinaire ne pouvait guère être pris au dépourvu dans une ville et à une époque où il se trouvait tant de gens à qui l'espérance, la crainte, l'affection, la haine, toutes les passions violentes, faisaient désirer suivant l'expression latine, un nouvel ordre de choses (1). Il avait mis une activité infatigable, et il avait complètement réussi à convaincre les royalistes que le roi devait acheter sa restauration, en fondant la monarchie française sur une base constitutionnelle, et à persuader à une autre classe que le retour des Bourbons était la chance la plus favorable qu'on pût avoir pour rétablir un système libre. Cet habile politique ne se borna même pas à ceux dont il ne s'agissait que de réveiller le royalisme ou un ancien amour de la liberté; il étendit ses machinations par le moyen de mille ramifications sur toutes les classes de citoyens. Aux plus hardis,

(1) Ballastius, de Bello Jugurth.

il présentait une entreprise exigeant du courage; aux timides, classe nombreuse à cette époque, le moyen de pourvoir à leur sûreté. Il offrait à l'ambitieux la perspective de s'élever au pouvoir; au coupable, celle d'obtenir amnistie et pardon. Il avait inspiré de la résolution même aux conseils des alliés. On dit qu'une note qu'il adressa à l'empereur Alexandre, dans les termes ci-après, déterminâ ce prince à persister dans sa marche sur Paris. « Vous ne hasardez rien, disait ce billet laconique, quand vous pouvez tout hasarder sans danger : hasardez encore une fois. »

On ne doit pas supposer que Talleyrand s'occupât de cette intrigue profonde sans avoir des coadjuteurs actifs. L'abbé de Pradt, dont les écrits spirituels ont si souvent prêté leur vif intérêt à cet ouvrage, prit une grande part aux évènements qui se passèrent pendant cette tourmente, et il plaida la cause des Bourbons contre celle de son ancien maître.\* Beurnonville et d'autres sénateurs étaient entrés dans le même parti.

De leur côté, les royalistes déployaient une activité portée au plus haut degré, et se disposaient à faire les plus grands efforts pour s'emparer de l'esprit public. En ce moment très-critique, M. de Châteaubriand fit tout ce que l'éloquence pouvait faire pour en appeler aux affections, peut-être même aux préjugés du peuple, dans son célèbre pamphlet intitulé *Bonaparte et les Bourbons*. Cette comparaison vigoureuse et pathétique entre l'époque où la France était paisible et honorée sous ses monarques, et celle où l'Europe paraissait en armes sous les murs de Paris, était écrite depuis un mois, et madame de Châteaubriand en portait le manus-

crit caché dans son sein. Il fut alors secrètement imprimé; il en fut de même d'une proclamation faite par *Monsieur*, au nom de son frère Louis XVIII. Enfin, dans une assemblée particulière des principaux royalistes, parmi lesquels figuraient les noms illustres des Rohan, des La Rochefoucault, des Montmorency et des Noailles, il fut résolu qu'on enverrait une députation aux souverains alliés pour connaître leurs intentions, s'il était possible. M. Douhet, chargé de cette mission, l'exécuta, non sans courir les plus grands dangers, et revint à Paris avec la réponse que les alliés avaient résolu d'éviter toute apparence de vouloir dicter des lois à la France sur le mode de son gouvernement et le choix de la famille qui devait occuper le trône; qu'ils reconnaîtraient les Bourbons volontiers et avec joie, mais que ce ne pouvait être que par suite d'une déclaration publique en leur faveur. M. Douhet rapporta en même temps une proclamation des alliés, signée Schwartzenberg, qui, sans prononcer le nom des Bourbons, était faite pour servir puissamment leur cause. On y déclarait les dispositions amicales des alliés à l'égard de la France, et on y représentait le pouvoir du gouvernement qui opprimait alors ce pays comme le seul obstacle à la paix. Les souverains alliés, y disait-on, ne désiraient que de voir en France un gouvernement salutaire qui cimenterait l'union amicale de toutes les nations. Il appartenait à la ville de Paris de proclamer son opinion, et d'accélérer la paix du monde.

Munis de cette pièce importante qui indiquait clairement les desirs secrets des alliés, les royalistes

résolurent de faire un effort dans la matinée du 31 mars. Leur premier projet était de prendre les armes et de se réunir au nombre de cinq cents gentilshommes ; mais renonçant prudemment à ce plan, ils se décidèrent à écarter toute apparence de force et à n'employer auprès des citoyens que des moyens de persuasion.

Pendant ce temps, les amis du gouvernement impérial n'étaient pas dans l'inaction. La conduite des basses classes, pendant la bataille sur les hauteurs, avait pris un caractère alarmant. Pendant quelque temps, elles avaient écouté avec une sorte de terreur stupide le tonnerre lointain du combat ; elles avaient vu avec un étonnement passif la marche accélérée des troupes qui se hâtaient d'aller renforcer les lignes. Mais enfin les rassemblemens nombreux qui se formaient sur les boulevards, et surtout dans les rues voisines du Palais-Royal, prirent une apparence plus active. On commença à voir sortir des faubourgs et des quartiers obscurs ces membres dégradés de la société, dont les travaux mercenaires ne trouvent de relâche que dans la débauche grossière, invisibles pour la plupart aux classes plus respectables de la société, mais que les temps d'agitation et de calamité publique font paraître pour ajouter à la confusion et à la terreur générale. Ces êtres obscurs se rassemblent dans les momens de danger public, comme le font, dit-on, les oiseaux de mauvais augure et les reptiles nuisibles au commencement d'un ouragan sous les tropiques ; et leurs concitoyens voient, avec autant de dégoût que de terreur, des figures qui leur sont aussi étrangères que si ces êtres étaient sortis d'un pays lointain

et sauvage. Paris, comme toutes les grandes capitales, a sa part, et plus que sa part, de cette population dangereuse (1). C'étaient les rassemblemens frénétiques de cette classe, qui avaient excité et exécuté les principales horreurs de la révolution, et ces mêmes êtres semblaient alors déterminés à en marquer le dénouement par la destruction de la métropole. La plupart de ces bandits étaient sous l'influence de Bonaparte, et ils étaient stimulés par les divers artifices qu'employaient ses agens. Tantôt des cavaliers traversaient la foule au galop, en l'exhortant à prendre les armes, et en l'assurant que Bonaparte avait déjà attaqué l'arrière-garde des ennemis. Tantôt ses émissaires disaient que le roi de Prusse était fait prisonnier avec une colonne de dix mille hommes. Ailleurs de semblables agens annonçaient que les alliés étaient entrés dans les faubourgs et n'épargnaient ni l'âge ni le sexe, et ils affichaient contre les murailles des placards invitant les citoyens à fermer leurs boutiques et à se préparer à défendre leurs maisons.

Cette invitation à faire en faveur d'un despote militaire les derniers sacrifices personnels, auxquels Saragosse s'était décidée pour défendre son indépendance nationale, fut mal reçue par les Parisiens. Un État libre a des millions de têtes, mais un gouvernement despotique se trouve dans la situation que désirait un empereur romain ; il n'en a qu'une seule. Quand il fut évident que l'empereur Napoléon avait perdu son ascendant, nul marchand dans Paris ne fut assez fou pour vouloir risquer pour lui sa bou-

(1) Plus nombreuse à Londres qu'à Paris cependant. (ED. DE PAR.)

tique, sa famille et sa propre vie, ou pour consentir, dans la vue de sauver la capitale, à prendre des mesures qui devaient commencer par abandonner aux troupes alliées et à l'écumé de la population de Paris même, tout ce qui méritait à ses yeux d'être conservé les armes à la main. Les placards dont nous venons de parler furent donc arrachés aussitôt qu'il étaient affichés, et la classe la plus respectable des citoyens, ainsi que les gardes nationaux, se montrèrent peu disposés à céder à des conseils qui avaient pour but de les engager à une résistance désespérée.

Pendant l'état de la capitale continuait à être alarmant, la populace montrant alternativement des symptômes de terreur panique, de fureur et de désespoir. Elle demanda des armes, on lui en fit une distribution partielle, et il n'y a nul doute que, si Napoléon fût arrivé dans ce moment de crise, il y aurait eu une bataille sanglante par suite de laquelle Paris aurait probablement subi le même sort que Moscou. \* Mais quand le canon cessa de gronder, quand la fuite de Joseph et la capitulation de la ville furent publiquement connues, le conflit tumultueux des passions cessa tout à coup; le silence y succéda, et le calme impassible et imperturbable de la garde nationale maintint une tranquillité parfaite dans la métropole.

Dans la matinée du 31, on vit des groupes de royalistes se réunir sur la place Louis XV, dans le jardin des Tuileries, sur les boulevards et dans les autres endroits publics, où ils distribuèrent les proclamations des alliés, et firent entendre le cri

oublié depuis si long-temps de *Vive le Roi!* D'abord ceux qui avaient pris part à cette entreprise furent les seuls qui osassent répéter un signal si dangereux; mais peu à peu la foule augmenta, les chefs montèrent à cheval et distribuèrent des cocardes blanches, des lis et d'autres emblèmes de la royauté, déployant en même temps des bannières faites avec leurs mouchoirs. Les dames de leur parti leur prêtèrent leur appui; la princesse de Léon, la vicomtesse de Châteaubriand, la comtesse de Choiseul, et d'autres dames de haut rang, se montrèrent dans la foule, répandirent avec profusion les emblèmes de l'ancienne dynastie, et déchirèrent leurs robes pour en faire des cocardes blanches quand elles eurent épuisé leur provision. Cet enthousiasme commença à se propager parmi la classe supérieure des bourgeois; ceux-ci se rappelèrent leurs anciennes opinions royalistes, et par qui ils avaient été défaits dans la fameuse journée des sections, quand Bonaparte avait prélué à sa renommée par la dispersion de la garde nationale. Des piquets tout entiers commencèrent à substituer la cocarde blanche à la cocarde tricolore; cependant il s'en fallait de beaucoup que l'unanimité régnât, et en quelques endroits il y eut dans les rues des provocations entre des partis de principes opposés. Mais cette tendance à la discorde fut détournée tout à coup, et l'attention des Parisiens de toutes les classes et de toutes les opinions se fixa sur le spectacle imposant et terrible des alliés qui commençaient à entrer dans la ville.

Les souverains alliés avaient préalablement reçu, dans le village de Pantin, les magistrats

de Paris, et Alexandre s'était exprimé en termes encore plus explicites que ceux de leur proclamation. Il faisait la guerre, dit-il, à Napoléon seul; à un homme qui avait été son ami, mais qui avait abjuré ce titre pour devenir son ennemi et faire subir de grands maux à son empire. Il ne venait pourtant pas dans le dessein d'user de représailles, mais pour conclure une paix solide avec tel gouvernement que la France voudrait adopter. « Je suis en paix avec la France, dit l'empereur; je ne fais la guerre qu'à Napoléon. »

Ces expressions gracieuses furent reçues avec d'autant plus de gratitude par les citoyens de Paris, qu'on leur avait appris à considérer le prince russe comme un ennemi barbare et vindicatif. Tous ceux qui n'étaient pas attachés par des liens particuliers à la dynastie de Napoléon, commencèrent à regarder la restauration des Bourbons comme un port qui s'ouvrait inopinément à un navire battu par une dangereuse tempête. L'honneur n'était pas compromis en se rendant, puisque les Français recevaient l'ancienne famille de leurs rois; ils ne cédaient pas à la force, puisqu'on leur laissait la liberté du choix. Ils échappaient enfin, comme par un pont d'or, à un danger imminent.

Une foule immense remplissait les boulevards, grande promenade ouverte au public, et qui, sous une variété de noms différens, s'étend tout autour de la ville. Chacun voulait voir entrer les souverains alliés et leurs armées que ce peuple inconstant, après un intervalle de vingt-quatre heures, était disposé à regarder en amis plutôt qu'en ennemis; curiosité qui finit par se changer

en enthousiasme pour la personne de ces princes contre lesquels une bataille sanglante avait été livrée la veille sous les murs de Paris, et dont les cadavres de ceux qui avaient succombé de part et d'autre offraient encore aux yeux la triste preuve. C'était un trait du caractère national : le Français se soumet de bonne grâce, et avec une complaisance réelle ou apparente, à ce qu'il ne peut éviter; et ce n'est pas le moindre avantage de sa philosophie, qu'elle lui donne le droit de prétendre que sa soumission est entièrement volontaire, et nullement l'effet de la contrainte. Un grand nombre de ceux qui, la veille, avaient été obligés de fuir les hauteurs qui protègent Paris, crurent pouvoir, le lendemain matin, soutenir que l'armée des alliés n'était entrée dans la capitale que de leur consentement et avec leur permission, parce qu'ils avaient uni leurs voix aux applaudissemens qui avaient accueilli leur arrivée. Pour épargner à leur ville la honte d'avoir été prise de vive force, et s'abandonnant d'ailleurs au véritable enthousiasme que leur inspirait le plaisir de voir la crainte de tous les maux qui menacent une ville prise d'assaut, faire place au bonheur d'une paix honorable et de la concorde intérieure, les Parisiens reçurent donc l'empereur Alexandre et le roi de Prusse avec des acclamations aussi générales que s'ils étaient rentrés en triomphe dans leur capitale. Nous voyons, dans la dépêche officielle de sir Charles Stuart, que, dès leur arrivée aux barrières, la foule était aussi nombreuse que les acclamations étaient bruyantes, de sorte qu'il était difficile d'avancer. Mais avant que les monarques

eussent atteint la porte Saint-Martin pour tourner sur le boulevard, il y eut impossibilité réelle de continuer leur route. Tout Paris semblait réuni sur un seul point; un seul ressort dirigeait évidemment tous les mouvemens. On se pressait autour des monarques, en poussant les cris unanimes de *Vive l'empereur Alexandre! vive le roi de Prusse!* qui se mêlèrent aux acclamations royalistes : *Vive le roi! vive Louis XVIII! vivent les Bourbons!*\* On pouvait appliquer à cette unanimité inattendue les paroles de l'Écriture, citées par Clarendon dans une occasion semblable : (1) « Dieu avait préparé le peuple, car cela se fit subitement. » La marche dura plusieurs heures; et, pendant ce temps, cinquante mille hommes de troupes d'élite de la grande-armée et de celle de Silésie défilèrent le long des boulevards en larges et profondes colonnes, présentant comme une forêt de baïonnettes, entremêlées de longs trains d'artillerie, et précédées par de nombreux régimens de cavalerie de toute arme. Rien ne surprit plus les témoins de cette scène magnifique, que le bon ordre, la tenue admirable et l'équipement des soldats et des chevaux. On aurait cru voir des troupes qu'on avait fait sortir de leurs casernes, au sein de la paix, pour assister à quelque fête solennelle, plutôt que des régimens qui, pendant une longue campagne d'hiver, avaient été constamment occupés de marches et de contre-marches, engagés dans une suite continuelle de combats acharnés et sanglans, et qui, la veille même, avaient pris part à une action générale. Après

(1) En parlant de la restauration de Charles II. (ED. DE PAR.)

avoir fait le tour de la moitié de Paris par les boulevards intérieurs de cette ville, les monarques s'arrêtèrent dans les Champs-Élysées, et leurs troupes furent passées en revue par eux avant d'aller prendre leurs quartiers dans la ville. Les cosaques de la garde établirent leur bivouac dans les Champs-Élysées mêmes, qu'on peut appeler le Hyde-Park de Paris, et qui devinrent ainsi un camp de Scythes.

OEUVRES COMPLÈTES

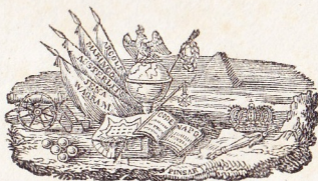
DE

SIR WALTER SCOTT,

Complément.

TOME XII.

VIE DE NAPOLEON.



LIÈGE,

IMPRIMERIE DE FR. LEMARIÉ, LIBRAIRE,  
PRÈS L'HÔTEL-DE-VILLE, N<sup>o</sup>. 81.

M DCCC XXVII.